

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 69

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann*

RP

Paris, 16 décembre 1916

Avant-hier soir jeudi, au moment du départ du courrier, je vous avais rapidement signalé la situation difficile du Cabinet Briand; il devait être interpellé au Sénat et sa situation paraissait très chancelante. Un groupe plutôt ministériel par nature, la Gauche républicaine, avait, avant la séance, adopté à l'unanimité un ordre du jour considérant le nouveau Cabinet non pas comme un Gouvernement national, mais comme un Cabinet de simple majorité, ce qui était regrettable. Le



groupe était d'avis toutefois que le changement de méthode importait plus que celui de personnes, en sorte que si le Cabinet se montrait décidé à poursuivre la guerre avec la dernière énergie et à gouverner avec la nation tout entière, sans complaisances spéciales pour un parti quelconque (lisez les radicaux-socialistes) le groupe pourrait le soutenir, mais était résolu à ne pas s'en tenir à des déclarations et se réservait de le juger seulement sur des actes. La gauche républicaine du Sénat compte 49 membres. En se prononçant pour ou contre le Cabinet, cette différence de 100 voix entraînait la chute ou le maintien de celui-ci.

M. Briand, qui était très fatigué à 3 heures, et qui a obtenu un ajournement à mardi prochain sous prétexte de santé, a passé sa nuit à renforcer son Ministère. Il a raccolé sept nouveaux Sous-Secrétaires d'Etat cueillis dans les divers groupes. La besogne se ressent peut-être de la hâte avec laquelle elle a été faite. Néanmoins M. Briand a obtenu le concours d'un socialiste, M. Nétin, ancien Ministre du Travail, qui a consenti à devenir Sous-Secrétaire d'Etat, et du royaliste-clérical Denys Cochin qui, de Ministre sans portefeuille, chargé en fait du blocus, a consenti à devenir Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères où il continuera à s'occuper du blocus. Il paraît que les deux partis auxquels appartiennent ces Messieurs ne sont pas très fiers de la situation peu reluisante faite à leurs représentants puisqu'ils ne siégeront pas dans le Conseil; mais, somme toute, ces nombreux Sous-Secrétaires ont une clientèle dans le Parlement et travailleront, jusqu'à mardi, à recruter des adhérents. C'est un peu ce qu'a fait à Londres Lloyd George qui, en créant un Comité de Guerre, a adjoint à son Cabinet de nombreux membres quelque peu passifs et honoraires.

Hier, à la Chambre, la séance a été houleuse. On s'est beaucoup disputé sur une question de procédure, celle de savoir comment serait élue la Commission chargée d'étudier le projet de loi qui permettra au Gouvernement par simples décrets de prendre toutes les mesures nécessitées par la guerre, sans le concours du Parlement et d'édicter des pénalités (prison, amende) envers les contrevenants. Les uns demandaient l'élection de cette Commission par les groupes parlementaires, ce qui implique une représentation proportionnelle des groupes. Les autres voulaient, conformément au règlement ordinaire de la Chambre, faire nommer la Commission par les bureaux, c'est-à-dire par onze agglomérations tirées au sort, ce qui a parfois pour conséquence qu'une foule de députés de la même opinion siègent dans le même bureau et n'obtiennent ensemble pas plus de trois voix, tandis qu'une majorité d'une ou deux voix, dans divers bureaux, suffit pour que chacun de ces divers bureaux ait trois voix. Le système des bureaux favorise, en d'autres termes, les surprises et permet parfois aux minorités d'avoir la majorité dans la Commission. C'est le système des bureaux qui l'a emporté de quelques voix, mais M. Briand s'est laissé entraîner à discuter le fond, et cela dans de mauvaises conditions. Il est évident qu'il a contre lui le sentiment naturel parlementaire, sentiment hostile à des pleins pouvoirs gouvernementaux, surtout dans une Chambre comme celle de Paris qui, dans les dernières années, a pris peu à peu l'habitude de se substituer au pouvoir exécutif.

Malgré le demi échec de M. Briand hier à la Chambre et malgré la mauvaise humeur du Sénat, on croit que M. Briand finira par faire voter cette loi avec cer-

tains amendements et on croit qu'il l'emportera mardi au Sénat. Sa situation est certainement moins mauvaise qu'avant-hier. Je viens de voir le Président de la Gauche républicaine du Sénat, avec lequel j'ai d'anciennes relations. Il m'a dit que personnellement, il voterait maintenant pour Briand et probablement ses amis aussi, parce que Briand avait fourni certaines garanties pour le haut-commandement. La Gauche républicaine craignait qu'il ne s'engageât à fond par peur dans la direction des officiers politiques; il a promis en particulier un grand commandement pour Castelnau, dont l'élimination paraissait odieuse et injuste au point de vue militaire et semblait une punition de ses opinions religieuses. Castelnau recevra le haut-commandement de toute la gauche du front français, y compris l'armée britannique. Celle-ci sera avancée vers l'est d'environ 150 kilomètres, ce qui rendra disponible une quantité importante de troupes françaises. Le groupe a accepté la nomination de Nivelles comme généralissime du front occidental, parce qu'il n'est, paraît-il pas politicien.

Quant à M. Painlevé, un sénateur et un député qui occupent de grandes situations, qui ont été ou sont présidents de grandes commissions parlementaires, membres du Gouvernement, etc., déclarent sans ambages qu'on ne peut pas compter sur lui comme homme d'Etat. C'est un mathématicien qui a déraillé dans la politique, mais qui n'a pas la notion des contingences pratiques; les mathématiciens, comme les théologiens, parlent au nom de l'absolu et transportent leurs notions de l'absolu dans les affaires de chaque jour, ce qui les rend inutilisables et dangereux. Painlevé est parti dans la direction socialiste, fréquente le monde socialiste dans lequel il est dépaysé; il a une ambition démesurée; on ne peut pas faire fonds sur lui et c'est lui qui se croit un chef: il n'en est pas un, et ne serait quelque chose que s'il a Caillaux dans la coulisse.

D'une autre source de presse importante, et amie de Painlevé, on me dit que, jusqu'à nouvel ordre, il sera «jusqu'au-boutiste et guerre-outranciste» aussi longtemps qu'il ne pourra pas faire autrement. Painlevé comme Caillaux hurleront avec les loups pour ne pas se casser les reins, mais ils sont trop intelligents, notamment Caillaux, pour ne pas sentir le moment où le pays trouvera qu'on piétine, dans le sang et dans les ruines financières sans chances d'amélioration et qu'il vaut mieux traiter. Ce moment ne leur semble pas encore arrivé; ils paraissent de l'avis que le succès est impossible si l'on ne parvient pas à organiser les transports, les approvisionnements, etc. etc. et s'il ne se trouve pas un génie qui sorte la France du chaos. Voilà en quoi un régime Painlevé-Caillaux pourrait être considéré comme permettant, un jour ou l'autre, des conversations en vue de la paix.

Avec Clémenceau, ce serait incontestablement le régime de la guerre à outrance, mais comme Clémenceau est un brouillon, est le contraire d'un organisateur, il aggraverait rapidement le désordre, en sorte qu'un régime Clémenceau aboutirait forcément, dans un délai assez court, à un gachis tel que l'idée de négocier s'imposerait au pays.

Il est possible que mardi, si l'attaque de Clémenceau est particulièrement violente et particulièrement habile au Sénat, l'assaut aboutisse avec les conséquences que je viens d'indiquer. La séance de mardi prochain demeure importante et grave;

les choses seront en suspens jusque là, mais, je le répète, avec tendances certainement plus favorables à M. Briand qu'il y a deux jours, malgré son insuccès d'hier à la Chambre.

En ce qui concerne les offres de paix des Empires centraux, l'Ambassade des Etats-Unis n'avait, à 3 heures, reçu aucune communication officielle quelconque de Washington ou d'ailleurs à ce sujet. L'Ambassadeur m'a dit qu'il quittait Paris pour trois jours. Le premier Secrétaire Bliss s'est déclaré assez disposé à ajouter foi à un télégramme de presse de ce matin, à teneur duquel le Président Wilson aurait l'intention, avant de transmettre la note allemande, de demander des précisions à Berlin, ou même d'y ajouter des suggestions de sa part. Un rédacteur du *Temps* me dit aussi que ce télégramme vient réellement de source sérieuse.

A l'Ambassade d'Espagne, l'Ambassadeur Del Muni est grippé et alité. Son adjoint, M. Quiñones de León, Ministre plénipotentiaire, qui est la cheville ouvrière de l'Ambassade, parce que l'Ambassadeur actuel Del Muni est fatigué et que son prédécesseur, le Général de Valtierra, était un nouveau venu dans le métier, m'a dit que l'Espagne avait fait parvenir la note allemande sans commentaires et à titre de simple transmission au Gouvernement belge, au Havre, et au Gouvernement portugais à Lisbonne. La même transmission a été faite au Quirinal par l'Ambassadeur d'Espagne au nom de l'Autriche, également sans commentaires. Pour la France, il n'est parvenu aucun texte de la note, ni aucune instruction quelconque, ce qui semble logique puisque l'Espagne ne représente pas l'Allemagne ici. Quiñones de León a émis *personnellement* la pensée que ce serait une faute de la part des Alliés de repousser la note austro-allemande et de refuser de demander des précisions. L'Allemagne pourrait être fort embarrassée de fournir ces précisions, si elles sont publiées, car elle a ses pangermanistes et ses pacifistes qui trouveront qu'on a été trop ou pas assez loin. Un refus absolu des Alliés de discuter risque de renforcer, notamment en France, ceux qui tendent à se décourager et qu'on dit nombreux chez les ruraux mécontents d'être au front avec leur solde de cinq sous, alors que les ouvriers d'industrie ont été renvoyés dans les usines à gros salaires.

Quiñones consultera son Ambassadeur pour savoir si celui-ci est du même avis et il n'est pas impossible que Madrid soit consulté. A première vue, il est d'avis que ni l'Espagne, ni la Suisse ne doivent, à Paris, parler de l'affaire, ni même jeter de coups de sonde, car on est effroyablement sensible ici et le moindre coup de sonde serait pris pour une démarche au nom de l'Allemagne.

Ayant eu à entretenir d'une affaire un des vice-présidents du Sénat, j'ai néanmoins, connaissant ses sentiments envers la Suisse, risqué un coup de sonde. Il m'a répondu que, somme toute, depuis la victoire de la Marne la France n'avait pas été battue; qu'elle avait failli l'être au printemps dernier à Verdun où les Allemands ont manqué de «culot» et auraient percé avec un petit effort de plus. Sauf cet incident, chacun est resté à peu près sur ses positions. Les lignes allemandes sont identiques aux lignes françaises: elles sont minces les unes et les autres; elles se valent; la France tient comme l'Allemagne tient. Quant aux lignes anglaises,

elles sont extrêmement fortes et tout le *hinterland* est occupé jusqu'à la mer avec une artillerie formidable; ce n'est pas le moment où les Allemands sont victorieux en Roumanie que la France peut, elle, négocier, puisque somme toute elle tient chez elle; il y a là une impossibilité morale absolue. Il y a une autre impossibilité morale, c'est l'état d'âme des populations françaises des départements envahis; mon interlocuteur a vu hier un gros propriétaire de ces régions, rapatrié par la Suisse; ce gros propriétaire affirme que tous les Français restés dans les lignes allemandes ont le moral beaucoup plus solide que les Parisiens ou les Français du Centre; quand les Allemands leur parlent de leurs victoires, ils n'y croient pas, en sorte qu'ils ne sont pas accessibles au découragement qui s'empare de certains Français lorsqu'ils apprennent des victoires allemandes. Ils exigent que la France vienne les délivrer, au risque de détruire leurs villages; ils ne veulent pas d'une paix qui serait obtenue en dehors de la libération du territoire par les armes; ce sont là des sentiments dont la France a le devoir de tenir compte.

D'après mon interlocuteur, le Cabinet Briand n'est peut-être pas solide, mais l'hostilité contre lui est complexe. Clémenceau veut renverser Briand parce qu'il n'est pas assez homme d'action, ni assez organisateur, mais il veut la guerre jusqu'au bout; un Cabinet Clémenceau serait le contraire d'un Cabinet de paix. Il est d'ailleurs invraisemblable que Clémenceau soit l'organisateur cherché. L'autre groupe qui réclame la chute du Cabinet, le groupe à la tête duquel Painlevé croit être – ce qui est peut-être une illusion vaniteuse de sa part – compte aussi beaucoup de «guerre-outranciers» et se disloquerait en cas de tentative de paix.

Les offres allemandes tombent donc à faux. Elles pourront être dangereuses par leur infiltration dans certaines couches découragées, mais, somme toute, elles ne répondent absolument pas à l'état de l'opinion de l'immense majorité du Parlement. Comme ami de la Suisse, comme ami personnel de son représentant à Paris, mon interlocuteur demande expressément que notre pays ne mette pas, à l'heure actuelle, le petit doigt dans cet engrenage et surtout ne fasse rien pour provoquer des confidences. Cela serait incontestablement mal pris; cela donnerait à la Suisse l'apparence d'être le porte-parole des Boches. L'heure viendra peut-être, à la demande des uns ou des autres, de faire cela, mais cette heure n'a pas sonné. Que la Suisse fasse le facteur rural dans les pays où elle représente les intérêts de tel ou tel belligérant; elle ne peut s'y refuser, mais elle doit absolument éviter de dépasser d'un cheveu cette mission d'agent mécanique de transmission. Le geste paraîtrait incontestablement inamical dans les circonstances militaires actuelles et dans l'état d'âme de la grande majorité du Parlement.

Il est inutile de vous signaler les articles conçus dans le même esprit et signés, depuis deux jours, Pichon, ancien Ministre des Affaires étrangères, dans le *Petit Journal*, Jules Roche, ancien Ministre du Commerce dans *La République Française*, etc.

Un rédacteur d'un grand journal qui suppliait, il y a deux jours, la Suisse de ne pas perdre courage et de ne pas se laisser intimider par la façade parlementaire belliqueuse, vient, ce soir, dire que la victoire importante française d'hier à Verdun ne facilite pas des conversations. Il reconnaît que la situation est complexe et que, parmi les ennemis du Cabinet Briand, un grand nombre est partisan résolu

18 DÉCEMBRE 1916

441

de la continuation de la guerre, en sorte que la chute du Cabinet Briand n'impliquerait pas une tendance pacifique; il demeure convaincu qu'il faut avant tout rechercher aux Etats-Unis, si le Président Wilson est ou non disposé à arrêter l'effusion de sang, en priant les Alliés de ne pas rejeter sans examen une proposition aussi importante et en invitant les Allemands à préciser ce qu'ils entendent par une paix honorable. Il faut, pour les neutres européens, demeurer en contact avec Wilson et l'encourager, s'il a des velléités de ce genre, car, au fond, le jour où l'on commencerait des conversations, l'Europe serait de cœur avec ceux qui aideraient à les faire.

Lahovary est revenu me voir et s'est exprimé comme avant-hier; il parlera dans le même esprit ici: les Alliés auraient tort de refuser de demander des précisions.

J'ai vainement essayé de voir le Ministre de Belgique.

Conclusion pour ce soir: rien à faire directement à Paris. Eventuellement, s'assurer des pensées de derrière la tête de Wilson; pour cela, je demeurerai en contact avec l'Ambassade des Etats-Unis.